

(N° 125)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JANVIER 1923.

Projet de loi déterminant le régime linguistique de l'armée nationale.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

1. — L'application de la loi de 1913 sur le régime linguistique de l'armée a donné les plus heureux résultats. En règle presque générale, les officiers et les gradés connaissent suffisamment les deux langues nationales pour être en mesure de comprendre les miliciens sans distinction d'origine et de s'acquitter vis-à-vis d'eux de leurs obligations professionnelles. Il importe à cet égard de rendre hommage aux efforts courageux et loyaux qui ont été faits, tant avant la guerre que pendant la campagne, par les chefs à tous les degrés, conscients de l'importance capitale que présente pour eux, dans la conduite de la troupe, la connaissance de la langue maternelle de tous les soldats.

Il incombe aujourd'hui au législateur de consacrer et d'universaliser les résultats obtenus, en développant les principes et les méthodes qui sont à la base de la législation en vigueur. Il lui incombe aussi de donner une consécration légale aux réglementations administratives qui ont eu pour but et pour effet d'assurer dans la pratique la meilleure application du système, et d'en assurer ainsi la valeur et la stabilité.

Au moment où un nouveau statut de l'armée est en voie d'élaboration, il apparaît que l'heure est opportune pour la réalisation de cet important progrès.

2. — Comme la loi du 2 juillet 1913, le présent projet de loi a pour objet d'assurer le respect absolu des droits égaux de tous les Belges en matière linguistique, afin de conserver à l'armée le caractère national qu'elle puise dans le mélange, au sein des unités élémentaires, de miliciens originaires sans distinction des régions flamandes et wallonnes. Ce but est atteint, dès lors que :

1° Tous les miliciens seront certains de trouver, dans toutes les unités et dans tous les organismes de l'armée, des chefs tous capables de les comprendre, de les

instruire, de les diriger, de les conseiller dans leur langue maternelle, en tous lieux et en toutes circonstances ;

2° L'emploi des deux langues nationales, sauf en ce qui concerne le commandement, sera réglé d'après le principe de l'égalité, tant en ce qui concerne l'instruction donnée à la troupe, qu'en ce qui concerne tous documents de service destinés à être distribués ou publiés.

3. — Le but du projet est d'abord d'assurer le renforcement et la généralisation des mesures destinées à donner aux officiers et aux gradés une connaissance suffisante des deux langues nationales.

Il est atteint :

a) En exigeant de tous les officiers la connaissance des deux langues nationales, établie de façon à administrer la preuve suffisante que les récipiendaires seront aptes à se servir d'une façon convenable, dans leurs relations militaires, de la langue envisagée. Aucune distinction n'est faite à cet égard entre les sous-lieutenants issus de l'Ecole Militaire et ceux qui sont issus de l'Ecole de Guerre. Cette preuve est fournie par un examen élémentaire imposé au candidat, lorsqu'il commence ses études, et une épreuve pratique (composition, conversation, exercice oral d'instruction) imposé au moment où il les termine. Entre l'examen initial et l'examen définitif des cours développent les connaissances premières pour les amener au niveau de celles qui sont obligatoires pour l'examen définitif. Tous les examens comportent une cote d'exclusion égale pour les deux langues et fixée à 10 points sur 20. Dans les épreuves élémentaires, la cote maxima que le jury peut attribuer est égale à 14 points sur 20, afin de donner un avantage aux jeunes gens qui subissent volontairement avec succès une épreuve sur la connaissance approfondie des deux langues nationales ;

b) En renforçant et en unifiant l'étendue des connaissances enseignées aux candidats ;

c) En faisant en sorte que les officiers continuent à entretenir et à développer leurs connaissances linguistiques, par la création d'épreuves nouvelles préparatoires au grade de capitaine et à celui d'officier supérieur. L'importance de ces épreuves sera renforcée à mesure que la loi, mise en vigueur, sortira pratiquement ses effets ;

d) En assurant l'efficacité des dispositions dont il s'agit par le fonctionnement de jurys spéciaux, indépendant des corps et organismes de l'armée, ayant un caractère permanent, une juridiction nationale ou provinciale, et dans lesquels une représentation est assurée à l'élément civil, par la désignation d'un membre appartenant au professorat, sur la proposition du Ministre des Sciences et des Arts.

Les mêmes principes et les mêmes procédés sont appliqués, en tenant compte des conditions spéciales où ils se trouvent, aux candidats gradés et aux gradés subalternes, au cours de leur carrière.

4. — Le projet a pour second objet de réglementer l'emploi des langues dans

les corps de troupe, les établissements, les services et autres organismes de l'armée et d'autre part les écoles :

a) En ce qui concerne les premiers, le projet stipule explicitement le régime à appliquer au cours de l'instruction individuelle des hommes et au cours de l'instruction collective, la première instruction et l'instruction théorique étant toujours données dans la langue maternelle, au sein de l'unité élémentaire, par classes distinctes. Ce régime, actuellement pratiqué par prescription administrative, est ainsi stabilisé.

b) En ce qui concerne les écoles, le régime prescrit qu'en principe les écoles pour gradés inférieurs seront à régime français ou à régime flamand, mais que des soins égaux y seront toujours donnés à l'enseignement des deux langues nationales. L'efficacité de ces soins est constatée par les examens de sortie. Le régime des écoles des pupilles est maintenu, tel qu'il a été institué par la loi de 1913.

5. — Ces prescriptions essentielles sont complétées par des dispositions relatives à l'exécution de la loi, aux sanctions, au contrôle, à l'emploi des langues dans les rapports avec les administrations civiles.

6. — Le présent projet de loi ne concerne pas les officiers de réserve, dont la situation sera réglée, au point de vue linguistique, comme aux autres points de vue, par la législation spéciale qui les concerne et qui se trouve actuellement soumise à l'étude du Parlement.

Dès à présent, le Ministre de la Défense Nationale tient à dire qu'il ne sera réclamé des candidats officiers de réserve aucunes conditions préalables de connaissance linguistique, sauf celles qui résultent de plein droit du diplôme dont ils sont porteurs, et qui les classe parmi les miliciens jugés aptes à la fonction d'officier. Pendant la durée de leur séjour dans les écoles qui leur sont destinées, ces candidats recevront des leçons dont la durée ne dépassera pas deux heures par semaine et dont l'objet sera de leur donner une connaissance pratique des deux langues nationales leur permettant de converser avec tous leurs subordonnés en faisant usage de leur langue maternelle. L'efficacité de l'enseignement reçu sera constatée lors de l'examen de sortie.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

(4)

(I)

ANNEXE AU N° 125.

**Projet de loi déterminant le régime
linguistique de l'armée nationale.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

**Sur la proposition de Notre Ministre
de la Défense Nationale,**

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

**Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre nom aux Cham-
bres Législatives :**

CHAPITRE PREMIER.

**FORMATION AU POINT DE VUE LINGUISTIQUE
DES CADRES DE L'ARMÉE.**

§ I.

**Obligations imposées aux officiers
et aux candidats officiers.**

ARTICLE PREMIER.

**La connaissance du français et la
connaissance du flamand sont obliga-
toires pour l'accession au grade de
sous-lieutenant.**

ART. 2.

Tout candidat à l'École militaire ou à

BIJLAGE VAN N° 125.

**Wetsontwerp ter regeling van
het taalstelsel in het Nationaal leger.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

**Op voorstel van Onzen Minister van
Landsverdediging,**

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

**Het wetsvoorstel waarvan de inhoud
volgt zal, in Onzen naam, bij de Wet-
gevende Kamers ingediend worden :**

EERSTE HOOFDSTUK.

**TAALKUNDIGE FORMING VAN DE KADERS
VAN HET LEGER.**

§ I.

**Verplichtingen opgelegd aan de
Officieren en de Candidaat-officieren.**

EERSTE ARTIKEL.

**De kennis van het Fransch en de
kennis van het Vlaamsch zijn verplich-
tend om onderluitenant te kunnen
worden.**

ART. 2.

Ieder candidaat voor de Militaire

l'examen littéraire et scientifique pour la candidature au grade de sous-lieutenant par les cadres (appelé actuellement Épreuve préparatoire de l'examen A.) subira une épreuve sur la connaissance approfondie de l'une des deux langues nationales à son choix et une épreuve sur la connaissance élémentaire de l'autre langue.

La connaissance approfondie de la langue s'établit par des exercices écrits et oraux portant sur la littérature et la composition.

La connaissance élémentaire de la langue s'établit selon les règles fixées par l'article 2 de la loi du 2 juillet 1913.

ART. 3.

Les candidats à l'examen d'admission à l'École militaire ou à l'épreuve préparatoire de l'examen A. sont autorisés, s'ils le demandent, à subir les épreuves sur la connaissance approfondie des deux langues nationales.

ART. 4.

Tout candidat à l'École militaire ou à l'épreuve préparatoire de l'examen A. a la faculté de subir en outre, une épreuve ou sur l'allemand, ou sur l'anglais, ou sur le latin.

ART. 5.

Les examens de sortie de l'École Militaire (pour toutes les armes), l'examen professionnel pour la nomination au grade de sous-lieutenant par les cadres (actuellement épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A) et l'examen d'aptitude aux fonctions de sous-lieutenant de réserve, comportent une

School of voor het letterkundig en wetenschappelijk examen tot de candidatuur voor den graad van onderluitenant uit de kaders (thans voorbereidende proef tot het examen A geheeten) moet een proef afleggen over de grondige kennis van één van beide landstalen, naar zijne keus, en eene proef over de elementaire kennis van de andere taal.

De grondige kennis van de taal blijkt uit schriftelijke en mondelinge oefeningen over de letterkunde en het opstellen.

De elementaire kennis van de taal blijkt uit de bij artikel 2 der wet van 2ⁿ Juli 1913 vastgestelde regels.

ART. 3.

Op hun verzoek, mogen de candidaten voor het opnemingsexamen tot de Militaire School, of voor de voorbereidende proef tot het examen A, de proeven over de grondige kennis van beide landstalen afleggen.

ART. 4.

Bovendien, staat het iederen candidaat voor de Militaire School of voor de voorbereidende proef tot het examen A, vrij eene proef over het Duitsch, het Engelsch of het Latijn af te leggen.

ART. 5.

De uitgangsexamens der Militaire School (voor al de wapens), het vak-examen voor de benoeming tot den graad van onderluitenant uit de kaders (thans proef voor het onderluitenschap van het examen A) en het bekwaamheidsexamen tot den graad van reserve-onderluitenant begripen eene

épreuve sur la connaissance de la langue flamande.

Cette épreuve comprend un exercice de composition, un exercice de conversation sur la vie du soldat et un exercice oral sur les théories et règlements militaires.

ART. 6.

Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables par analogies, au personnel technique du service des secours.

Les épreuves prévues par l'article 2 ou par l'article 3 doivent être subies avec succès par les aspirants du service des secours préalablement à leur admission au rang d'auxiliaire.

L'épreuve prévue par l'article 5 doit être subie avec succès par les auxiliaires du service des secours préalablement à leur promotion au grade de sous-lieutenant élève.

Les auxiliaires du service des secours engagés comme tels, ainsi que les civils qui se trouvent dans les conditions pour être admis directement en qualité de sous-lieutenant élève, doivent subir avec succès avant leur nomination à ce grade les épreuves prévues à l'article 2 ou à l'article 3, ainsi que l'épreuve prévue à l'article 5 de la présente loi.

L'épreuve à subir en vertu des prescriptions de l'article 5 par les auxiliaires du service des secours et les civils qui sollicitent leur admission dans ce service en qualité de sous-lieutenants élèves, sera semblable à celle prévue au second alinéa de cet article en substituant à l'exercice de conversation sur la vie du soldat et à l'exercice oral sur les théories et règlements, des exer-

proef over de kennis van de Vlaamsche taal.

Deze proef bestaat uit een opstel, een gesprek over het soldatenleven en een mondelinge oefening over de militaire theorieën en reglementen.

ART. 6.

De bepalingen van artikelen 2, 3, 4 en 5 van ondehavige wet zijn, bij uitbreiding, toepasselijk op het technisch personeel van den hulpdienst.

De bij artikel 2 of artikel 3 voorziene proeven moeten, met goeden uitslag, door de aspiranten van den hulpdienst afgelegd worden, vooraleer zij tot den rang van helper bevorderd worden.

De bij artikel 5 voorziens proef moet, met goeden uitslag, door de helpers van den hulpdienst afgelegd worden, vóór zij tot den graad van onderluitenant-leerling kunnen bevorderd worden.

De als dusdanig in dienst getreden helpers van den hulpdienst, evenals de in de vereischte gevallen verkeerende burgers, moeten, om recht als onderluitenant-leerling aangenomen te worden, met goeden uitslag, de bij artikel 2 of artikel 3 voorziene proeven, evenals de bij artikel 5 van onderhavige wet voorziene proef afleggen, vóór zij tot dezen laatsten graad kunnen benoemd worden.

De proef die, ingevolge de voorschriften van artikel 5, moet afgelegd worden door de helpers van den hulpdienst en door de burgers, die hunne opneming bij dezen dienst als onderluitenant-leerling aanvragen, is dezelfde als deze, voorzien bij het tweede lid van dit artikel, mits het gesprek over het soldatenleven en de mondelinge oefening over de theorieën en reglementen te

cices oraux, portant sur les connaissances spéciales des intéressés.

ART. 7.

Les prescriptions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables à tous les candidats au grade de sous-lieutenant quels que soient les examens imposés pour l'accession à ce grade, même si ces examens ne comportent pas d'épreuves sur leurs connaissances générales et professionnelles.

ART. 8.

L'accession des lieutenants au grade de capitaine est subordonnée notamment à la réussite d'une épreuve portant sur la connaissance de la langue flamande.

Cette épreuve est semblable à celle dont il est question au second alinéa de l'article 5 mais d'une difficulté en rapport avec l'importance des fonctions correspondantes au grade précité.

ART. 9.

Les prescriptions de l'article précédent sont applicables aux officiers du service de santé et aux officiers du service vétérinaire pour passer de l'assimilation au grade de lieutenant à l'assimilation au grade de capitaine.

Toutefois, l'épreuve portera principalement sur les connaissances pratiques et théoriques se rapportant à la spécialité des officiers intéressés.

Pour les médecins, l'exercice de conversation sur la vie du soldat, prévu au second alinéa de l'article 5, sera remplacé par l'examen de deux soldats connais-

servangen door mondelinge oefeningen over de bijzondere kennis der belanghebbenden.

ART. 7.

De voorschriften van artikelen 1, 2, 3, 4, en 5 van onderhavige wet zijn toepasselijk op al de kandidaten voor den graad van onderluitenant, om 't even welke examens hun daartoe opgelegd zijn, zelfs wanneer die examens geen proef over hunne vakkennis en algemeene kundigheden begripen.

ART. 8.

De bevordering der luitenants tot den graad van kapitein hangt namelijk af van den goeden uitslag eener proef over de kennis van de Vlaamsche taal.

Deze proef is dezelfde als deze, waarvan spraak in het tweede lid van artikel 5, maar de moeilijkheid ervan staat in verhouding met de gewichtigheid van den met hooger vermelden graad verband houdenden dienst.

ART. 9.

De voorschriften van voorgaand artikel zijn toepasselijk op de officieren van den geneeskundigen dienst en op de officieren van den dienst der paardenartsen, om van de gelijkstelling met den graad van luitenant over te gaan tot de gelijkstelling met den graad van kapitein.

De proef zal echter hoofdzakelijk slaan op de practische en theoretische kennis van de specialiteit der betrokken officieren.

Het bij het tweede lid van artikel 5 voorziene gesprek over het soldatenleven zal, voor de geneesheeren, vervangen worden door het onderzoek van

sant uniquement la langue flamande et souffrant, l'un d'un mal externe, l'autre d'un mal interne. Le récipiendaire aura à expliquer aux patients dans leur langue le traitement à suivre.

ART. 10.

Les officiers qui, avant leur nomination au grade de sous-lieutenant ont subi avec succès les épreuves prévues à l'article 3 de la présente loi, sont considérés, de ce fait, comme ayant satisfait aux prescriptions de l'article 8 ou de l'article 9 ci-dessus.

ART. 11.

L'accession des capitaines au grade de major est subordonnée notamment à la réussite d'une épreuve portant sur la connaissance de la langue flamande.

Cette épreuve comprendra un exercice écrit de composition et un exercice oral consistant en le développement d'un sujet militaire.

La difficulté de l'épreuve sera en rapport avec l'importance des fonctions de l'officier supérieur.

ART. 12.

Les officiers en activité de service du grade de lieutenant ou de capitaine, qui ont été privés pour quelque raison que ce soit, du bénéfice de l'avancement à l'ancienneté ou au choix, sont tenus, dans l'année où ils auraient été promus normalement au grade de capitaine ou de major, de subir avec succès les épreuves imposées respectivement par les articles 8 ou 9 et 11 de la présente loi, sans préjudice toutefois de l'application des prescriptions de l'article 10.

twee franschonkundige Vlaamsche soldaten, van wie de eene aan eene uitwendige, de andere aan eene inwendige kwaal lijdt. De candidaat moet de zieken, in hun eigen taal, de gepaste behandeling uitleggen

ART. 10.

De officieren die, vóór hunne benoeming tot den graad van onderluitenant, de bij artikel 3 van onderhavige wet voorziene proeven met goeden uitslag hebben afgelegd, worden daardoor aanzien als voldaan hebbende aan de voorschriften van hoogerstaande artikelen 8 of 9.

ART. 11.

De bevordering der kapiteins tot den graad van majoor hangt namelijk af van den goeden uitslag eener proef over de kennis van de Vlaamsche taal.

Deze proef hestaa uit een opstel en een mondelinge oefening over de ontwikkeling van een militair onderwerp.

De moeilijkheid der proef staat in verhouding met de gewichtigheid van den dienst van den hooger officier.

ART. 12.

De officieren in werkdadigen dienst, met den graad van luitenant of van kapitein, die, wegens om 't even welke reden, verstoken bleven van het voordeel der bevordering volgens dienstouderdom of met keuze, moeten, tijdens het jaar waarin zij normalerwijze tot den graad van kapitein of van majoor zouden bevorderd worden, met goeden uitslag, de proeven, opgelegd onderscheidelijk bij artikelen 8 of 9 en 11 van onderhavige wet, afgelegd hebben, onverminderd, evenwel, de toepassing van de voorschriften van artikel 10.

Les officiers du grade de lieutenant qui, au moment de la promulgation de la présente loi, auraient déjà dû être promus normalement au grade de capitaine, seront tenus dans les deux années qui suivront cette promulgation de subir avec succès l'épreuve prescrite à l'article 8.

ART. 13.

Les officiers candidats à l'École de Guerre sont tenus, même s'ils l'ont déjà réussie précédemment, de subir avec succès, au moment des examens d'admission, l'épreuve prévue à l'article 8 de la présente loi.

Les prescriptions de l'article 10 ne sont pas applicables à ces officiers pour les examens d'admission à l'École de Guerre.

ART. 14.

Les officiers, élèves à l'École de Guerre, sont tenus de subir avec succès au moment des examens de sortie, l'épreuve prescrite par l'article 11 de la présente loi.

Les officiers qui ont obtenu le diplôme de sortie de l'École de Guerre (Brevet d'adjoint d'État-Major) sont considérés comme ayant satisfait à l'épreuve linguistique imposée pour l'accession au grade de major par l'article 11 précité.

ART. 15.

En cas d'échec à l'un des examens prévus aux articles ci-avant, le récipiendaire est admis à se présenter à nouveau pour le subir dans le délai d'une année.

En cas de succès à cette seconde épreuve, la nomination ou la promotion de l'intéressé seront accordées avec effet

De officieren met den graad van lieutenant die, op 't oogenblik der afkondiging van onderhavige wet, normalerwijze reeds tot den graad van kapitein moesten bevorderd zijn, dienen binnen de twee jaar na deze afkondiging, in de bij artikel 8 voorgeschreven proef te slagen.

ART. 13.

Op 't oogenblik der opnemingsexamens, moeten de officieren-candidaten voor de Krijgsschool, zelfs indien zij er vroeger reeds in slaagden, de bij artikel 8 van onderhavige wet voorziene proef met goeden uitslag afleggen.

De voorschriften van artikel 10 zijn niet toepasselijk op deze officieren, voor de examens ter opneming in de Krijgsschool.

ART. 14.

Op 't oogenblik der uitgangsexamens, moeten de officieren-leerlingen aan de Krijgsschool de bij artikel 11 der onderhavige wet voorgeschreven proef met goeden uitslag afleggen.

De officieren die het uitgangsdiploma der Krijgsschool behalen (brevet van stafadjunct), worden, voor hunne bevordering tot den graad van majoor, aanzien alsof zij voldaan hadden aan de bij hoogerstaand artikel 11 opgelegde taalkundige proef.

ART. 15.

Ingeval van mislukking in een der bij voorgaande artikelen voorziene examens, wordt de candidaat opnieuw tot dit examen toegelaten binnen den termijn van één jaar.

Slaagt de belanghebbende in deze tweede proef, dan wordt zijne benoeming of bevordering toegestaan met

rétroactif, dans le cas où elles auraient été retardées par suite du premier échec.

§ II.

Obligations imposées aux gradés subalternes.

ART. 16.

Nul ne peut être nommé au grade de caporal ou de brigadier s'il n'a subi avec succès une épreuve destinée à prouver qu'il est capable de converser couramment avec les soldats, dans leur langue, sur tous les détails du service.

ART. 17.

Nul ne peut être promu au grade de sergent ou de maréchal-des-logis s'il n'a subi avec succès une épreuve destinée à prouver qu'il est capable en outre, d'expliquer aux soldats les théories et les règlements militaires ainsi que de rédiger, dans les deux langues un ordre ou un rapport relatifs aux opérations militaires de sa compétence.

ART. 18.

Nul ne peut être promu au grade d'adjudant de carrière, s'il n'a subi avec succès une preuve sur la connaissance de chacune des deux langues nationales.

Cette épreuve est semblable pour chaque langue à l'épreuve prévue au second alinéa de l'article 5 de la présente loi.

ART. 19.

Les sous-officiers présents sous les armes sont tenus de subir avec succès, dans les trois années qui suivent la

terugwerkende kracht, indien deze wegens de eerste mislukking werd uitgesteld.

§ II.

Verplichtingen opgelegd aan de lagere gegradeerden.

ART. 16.

Niemand kan tot den graad van korporaal of van brigadier bevorderd worden, zoo hij geene proef met goeden uitslag heeft afgelegd, waaruit blijkt dat hij met de soldaten in hunne taal vlot over al de dienstaangelegenheden kan spreken.

ART. 17.

Niemand kan tot den graad van sergeant of van wachtmeester bevorderd worden, zoo hij niet met goed gevolg eene proef heeft afgelegd, waaruit blijkt dat hij bovendien in staat is de militaire theorieën en reglementen aan de soldaten te verklaren en tevens in beide talen een bevel of een verslag op te maken over de militaire verrichtingen zijner bevoegdheid.

ART. 18.

Niemand kan tot den graad van be-roepsadjudant bevorderd worden, zoo hij geen proef over de kennis van ieder der twee landstalen met goeden uitslag heeft afgelegd.

Deze proef is voor elke taal dezelfde als die, voorzien in het tweede lid van artikel 5 van onderhavige wet.

ART. 19.

De onder de wapens zijnde onder-officiëren moeten binnen de drie jaar na de afkondiging van onderhavige wet

promulgation de la présente loi et suivant le cas, soit l'épreuve prévue à l'article 17, soit l'épreuve prévue à l'article 18.

ART. 20.

Les gradés et candidats gradés quels que soient leur emploi ou leur position dans l'armée sont tenus de suivre des cours destinés à entretenir et à perfectionner leur connaissance des deux langues nationales.

§ III.

**Régime des épreuves
portant sur la connaissance
des langues nationales.**

A. — Règles fondamentales.

ART. 21.

Nul n'est considéré comme ayant subi avec succès une épreuve portant sur la connaissance d'une langue nationale s'il n'a pas obtenu, dans l'ensemble des exercices imposés, une cote égale à la moitié du nombre maximum des points alloués pour la connaissance approfondie de la langue.

ART. 22.

Dans tous les examens comportant une épreuve sur la connaissance de la langue flamande et une épreuve sur la connaissance de la langue française, l'importance attribuée au flamand est toujours égale à celle attribuée au français.

ART. 23.

Dans les épreuves sur la connaissance élémentaire d'une langue nationale, il

en volgens het geval, hetzij de bij artikel 17, hetzij de bij artikel 18 voorziene proef afleggen.

ART. 20.

De gegradeerden en candidaat-gegradeerden, om 't even welke betrekking of welken graad zij bij het leger bekleeden, moeten leergangen volgen, om hunne kennis van beide landstalen te onderhouden en te volmaken.

§ III.

**Stelsel der proeven over de kennis
van de landstalen.**

A. — Grondregelen.

ART. 21.

Niemand wordt aanzien als hebbende met goeden uitslag eene proef afgelegd over de kennis van eene nationale taal, zoo hij voor al de opgelegde oefeningen bijeen de helft niet heeft behaald van het hoogste getal punten toegekend voor de grondige kennis van de taal.

ART. 22.

In al de examens die eene proef over de kennis van de Vlaamsche en eene proef over de kennis van de Fransche taal begriipen, moeten er altijd evenveel punten op het Vlaamsch als op het Fransch staan.

ART. 23.

In de proeven over de elementaire kennis van eene landstaal, mag er niet

ne peut être alloué une cote supérieure aux quatorze vingtièmes du nombre maximum des points attribués à la connaissance approfondie de cette langue.

ART. 24.

La cote obtenue par un candidat qui s'est soumis à l'une des épreuves prévue à l'article 4 de la présente loi sera combinée avec celle qu'il aura obtenue sur l'ensemble des langues française et flamande, cette dernière ayant, par rapport à la première, une importance égale à cinq.

Dans le cas où la combinaison prescrite ci-dessus aurait pour effet de réduire la cote obtenue sur l'ensemble des deux langues nationales, elle serait annulée et la cote d'ensemble seule maintenue.

B. — *Des jurys d'examen.*

ART. 25.

Les militaires et les civils appartenant à l'armée qui, en vertu des dispositions de la présente loi, sont tenus ou ont la faculté de faire la preuve de leurs connaissances en matière de langues nationales, subissent les épreuves prescrites à cet effet devant un jury spécial constitué et fonctionnant, pour chaque langue, comme il est prescrit dans le présent paragraphe.

a) JURYS POUR LES ÉPREUVES IMPOSÉES
AUX CANDIDATS OFFICIERS ET AUX OFFICIERS.

ART. 26.

Il y a pour l'ensemble des épreuves et examens mentionnés ci-après, un

meer dan veertien twintigsten verleend worden van het hoogste getal punten, toegekend voor de grondige kennis van die taal

Art. 24.

Het beoordeelingscijfer behaald door een candidaat die een der bij artikel 4 van onderhavige wet voorziene proeven heeft afgelegd, wordt samengeteld met het beoordeelingscijfer dat hij behaald heeft voor de Fransche en de Vlaamsche talen bijeen, de waarde van dit laatste ten opzichte van het eerste gelijk zijnde aan vijf.

Wordt het beoordeelingscijfer behaald voor beide landstalen bijeen, door de in voorgaand lid voorgeschreven samentelling kleiner, den valt zij weg, en het volle beoordeelingscijfer alleen blijft behouden.

B. — *Over de examen-beoordeelingsraden.*

ART. 25.

De militairen en de tot het leger behoorende burgers die, krachtens de beschikkingen van onderhavige wet, het bewijs hunner kennis van de landstalen moeten of mogen leveren, leggen de daartoe voorgeschreven proeven af voor een aangestelden bijzonderen beoordeelingsraad die voor iedere taal zetelt, zooals zulks in onderhavige paragraaf is voorgeschreven.

a) BEOORDEELINGSRADEN VOOR DE PROEVEN
OPGELEGD AAN DE CANDIDAAT-OFFICIEREN
EN AAN DE OFFICIEREN.

ART. 26.

Voor al de verderstaande proeven en examens te gader zijn er maar één

jury unique pour le français et un jury unique pour le flamand :

1° Examens d'admission à l'école militaire;

2° Épreuve préparatoire à l'examen A;

3° Épreuve d'aptitude aux fonctions de sous-lieutenant de réserve;

4° Examens de sortie de l'école militaire;

5° Épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A;

6° Épreuves imposées aux candidats officiers non astreints à subir l'examen A.

7° Examen imposé aux lieutenants pour l'accession au grade de capitaine;

8° Examens imposés aux capitaines pour l'accession au grade de major;

9° Examen des lieutenants et des capitaines privés d'avancement.

10° Examen d'entrée à l'école de guerre;

11° Examens de sortie de l'école de guerre;

12° Épreuves instituées en vertu des prescriptions de la présente loi par analogie avec les précédentes pour les officiers, les candidats officiers, les fonctionnaires ou employés civils ayant rang d'officier ou assimilés à ce rang, les candidats militaires ou civils aux emplois de fonctionnaires ou d'employés qui confèrent le rang d'officier ou assimilent à ce rang.

ART. 27.

Les jurys dont il est question à l'article précédent siègent à Bruxelles.

beoordeelingsraad voor het Fransch, én maar één beoordeelingsraad voor het Vlaamsch :

1° Examens ter opneming in de Militaire school;

2° Voorbereidende proef tot het examen A;

3° Bekwaamheidsproef voor den graad van reserve- onderluitenant;

4° Uitgangsexamens der Militaire school;

5° Proef voor het onderluitenschap van het examen A;

6° Proeven opgelegd aan de candidaat-officieren die het examen A niet moeten afleggen;

7° Examen opgelegd aan de luitenants voor de bevordering tot den graad van kapitein,

8° Examens opgelegd aan de kapiteins voor de bevordering tot den graad van majoor;

9° Examens voor de luitenants en kapiteins zonder bevordering;

10° Ingangsexamen voor de Krijgsschool;

11° Uitgangsexamens der Krijgsschool;

12° Proeven ingesteld krachtens de voorschriften van onderhavige wet in overeenkomst met de voorgaande, voor de officieren, de candidaat-officieren, de burgerlijke ambtenaren of beambten met rang van officier of met dezen rang gelijkgesteld, de militaire of burgerlijke kandidaten voor de betrekkingen van ambtenaar of beambte waaraan de rang van officier of gelijkstelling met dien rang is verbonden.

ART. 27.

De beoordeelingsraden waarvan spraak in voorgaand artikel, zetelen te Brussel.

Ils sont composés d'un président et de deux membres.

L'un des membres est toujours un professeur de l'enseignement officiel moyen du degré supérieur, ou de l'enseignement officiel supérieur.

ART. 28.

Il y a pour les épreuves à subir sur la connaissance des langues par les officiers et les candidats officiers du service de santé et du service vétérinaire :

Un jury français et un jury flamand pour le service de santé ;

Un jury français et un jury flamand pour le service vétérinaire.

Ces jurys ont une composition semblable à celles des jurys dont il est question à l'article précédent.

Toutefois, pour les médecins, le professeur est remplacé par un médecin choisi par le Ministre de la Défense Nationale sur une liste triple fournie par le Président de l'Académie royale flamande.

Les jurys pour le service de santé et les jurys pour le service vétérinaire siègent à Bruxelles.

ART. 29.

Les présidents et membres effectifs des jurys dont il est question aux articles 27 et 28 ci-dessus, sont autant que possible permanents.

Des présidents et membres suppléants sont aussi désignés en permanence.

Les présidents et membres effectifs et suppléants sont nommés par le Roi sur

Zij bestaan uit eenen voorzitter en twee leden.

Eén der leden is altijd een leeraar van het officieel middelbaar onderwijs van den hooger en graad of van het officieel hooger onderwijs.

ART. 28.

Voor de proeven die de officieren en de candidaat-officieren van den geneeskundigen dienst en den dienst der paardenartsen over de kennis van de talen moeten afleggen, zijn er :

Een Fransche en een Vlaamsche beoordeelingsraad voor den geneeskundigen dienst ;

Een Fransche en een Vlaamsche beoordeelingsraad voor den dienst der paardenartsen.

Deze beoordeelingsraden zijn op dezelfde wijze samengesteld als die waarvan sprake in voorgaand artikel.

Voor de genesheeren, echter, wordt de leeraar vervangen door eenen geneesheer, gekozen door den Minister van Landsverdediging uit eene door den Voorzitter der Koninklijke Vlaamsche Academie in drievoud ingediende lijst.

De beoordeelingsraden voor den geneeskundigen dienst en deze voor den dienst der paardenartsen zetelen te Brussel.

ART. 29.

De werkende voorzitters en leden der beoordeelingsraden, bedoeld bij hoogerstaande artikelen 27 en 28. zijn zooveel mogelijk bestendig.

Er zijn ook altijd plaatsvervangende voorzitters en leden.

De werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden worden door den

la proposition du Ministère de la Défense Nationale ou sur la proposition du Ministre des Sciences et des Arts chacun en ce qui le concerne.

ART. 30.

Le Ministre de la Défense Nationale détermine annuellement pour les jurys centraux la date et la durée des diverses sessions.

ART. 31.

Un arrêté royal réglera le détail du fonctionnement des divers jurys centraux et déterminera les allocations qui seront éventuellement attribuées aux présidents et aux membres effectifs et suppléants de ces jurys à raison de leurs fonctions.

Les séances consacrées aux parties orales des épreuves sont publiques.

b) JURYS POUR LES EXAMENS A SUBIR PAR LES GRADÉS ET CANDIDATS GRADÉS.

ART. 32.

Il est organisé dans chaque province, pour les épreuves à subir par les gradés et candidats gradés, un jury flamand et un jury français.

Se présentent devant les jurys provinciaux :

1° Tous les candidats caporaux ou brigadiers, tous les candidats sergents ou maréchaux des logis et tous les candidats adjudants de carrière;

2° Tous les élèves des Écoles pour le perfectionnement des sous-officiers;

3° Tous les élèves des Écoles des pupilles;

Koning benoemd, op voorstel van den Minister van Landsverdediging of op voorstel van den Minister van Kunsten en Wetenschappen, ieder voor zooveel hem aangaat.

ART. 30.

De Minister van Landsverdediging bepaalt ieder jaar datum en duur van de verschillende zittingen der hoofd-beoordeelingsraden.

ART. 31.

Een Koninklijk Besluit zal de werkingenbijzonderheden der verschillende hoofdbeoordeelingsraden regelen en de toelagen bepalen die, desgevallend, aan de werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden dezer beoordeelingsraden, uit hoofde van hun ambt, mochten toegekend worden.

De zittingen voor de mondelinge proeven zijn openbaar.

b) BEOORDEELINGSRADEN VOOR DE EXAMENS AF TE LEGGEN DOOR DE GEGRADÉERDEN EN DE CANDIDAAT-GEGRADÉERDEN.

ART. 32.

In iedere provincie wordt er een Vlaamsche en een Fransche beoordeelingsraad aangesteld voor de door de gegradeerden en candidaat-gegradeerden af te leggen proeven.

Komen voor de provinciale beoordeelingsraden :

1° Al de candidaat-korporaals of brigadiers, al de candidaat-sergeanten of-wachtmeesters, en al de candidaat-be-roepsadjudanten;

2° Al de leerlingen der scholen tot verbetering der onderofficiëren;

3° Al de leerlingen der Pupillen-scholen;

4° Les civils appartenant à l'armée et assimilables aux gradés ou aux candidats gradés.

Les sessions d'examen ont lieu :

1° Pour les candidats caporaux, les candidats sous-officiers, les candidats adjudants et les civils aux dates fixées par les commandants de province en général au moment des examens de sortie des écoles de sous-officiers;

2° Pour les élèves des Écoles pour gradés, au moment des examens de sortie de ces Écoles;

3° Pour les élèves des Écoles des pupilles, au moment des examens de fin de 7^e, 4^e et 1^{re} des humanités.

Les jurys provinciaux siègent au chef-lieu de la province, sauf celui de la province de Limbourg qui siège au camp de Beverloo.

Transitoirement, le territoire occupé en Allemagne par les troupes belges sera considéré comme faisant partie de la province de Liège en ce qui concerne l'exécution des prescriptions du présent article.

Relèvent du jury de leur province tous les gradés et candidats gradés en garnison permanente dans la province, ainsi que les élèves des Écoles établies sur le territoire de la province.

ART. 33.

Les jurys provinciaux sont composés chacun d'un président et de deux membres.

L'un des membres est toujours un professeur de l'enseignement officiel moyen du degré inférieur ou supérieur

4° De burgers die tot het leger behooren en kunnen gelijkgesteld worden met de gegradeerden of de candidaats-gegradeerden.

De examenzittijden worden geopend :

1° Voor de candidaat-korporaals, de candidaat-onderofficieren, de candidaat-adjudanten en de burgers, op de datums bepaald door de provincie-commandanten, over 't algemeen, op 't oogenblik der uitgangsexamens van de scholen voor onderofficieren;

2° Voor de leerlingen der scholen voor gegradeerden op het oogenblik der uitgangsexamens van die scholen;

3° Voor de leerlingen der Pupillenscholen op 't oogenblik der eind-examens van de 7^e, 4^e en 1^{re} der humaniora.

De provinciale beoordeelingsraden zetelen ter hoofdplaats der provincie, behalve deze der provincie Limburg, die in 't Kamp van Beverloo zetelt.

Bij overgangsmaatregel, zal het door de Belgische troepen in Duitschland bezet gebied, wat de uitvoering der voorschriften van onderhavig artikel betreft, gerekend worden alsof het tot de provincie Luik behoorde.

Al de gegradeerden en candidaats-gegradeerden in vast garnizoen in de provincie, evenals de leerlingen der scholen binnen de provincie gelegen, hangen af van de beoordeelingsraden hunner provincie.

ART. 33.

Iedere provinciale beoordeelingsraad bestaat uit eenen voorzitter en twee leden.

Eén der leden is altijd een leeraar van het officieel middelbaar onderwijs van den hooger en of den lageren graad.

ART. 34.

Les présidents et membres des jurys provinciaux sont autant que possible permanents. Des présidents et membres suppléants sont également désignés en permanence.

Les présidents et membres effectifs et suppléants sont désignés par le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre des Sciences et des Arts chacun en ce qui le concerne.

ART. 35.

Chaque commandant de province fixe annuellement pour le jury de sa province les dates et les durées des diverses sessions.

ART. 36.

Le Ministre de la Défense Nationale arrêtera le mode de fonctionnement des jurys provinciaux et déterminera les allocations qui seront éventuellement attribuées aux présidents et membres effectifs et suppléants à raison de leurs fonctions.

Les séances consacrées aux parties orales des épreuves sont publiques.

§ IV.**Des sanctions.****ART. 37.**

Un arrêté royal déterminera, en matière d'infractions aux prescriptions de la présente loi, le mode d'application des peines et mesures disciplinaires, prévues suivant la position des délin-

ART. 34.

De voorzitters en de leden van de provinciale beoordeelingsraden zijn, zooveel mogelijk, bestendig. Er zijn ook altijd plaatsvervangende voorzitters en leden.

De werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden worden aangesteld door den Minister van Landsverdediging en den Minister van Kunsten en Wetenschappen, ieder voor zooveel hem aangaat.

ART. 35.

Ieder provincie-commandant bepaalt ieder jaar voor den beoordeelingsraad zijner provincie, de datums en den duur der verschillende zittingen.

ART. 36.

De Minister van Landsverdediging zal de werkingwijze der provinciale beoordeelingsraden vaststellen en tevens de toelagingen bepalen die, desgevallend, aan de werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden uit hoofde van hun ambt, mochten toegekend worden.

De zittingen voor de mondelinge proeven zijn openbaar,

§ IV.**Strafbepalingen.****ART. 37.**

In zake overtreding van de voorschriften van onderhavige wet, zal een Koninklijk Besluit de toepassingswijze regelen van de tuchtstraffen en tuchtmaatregelen, die volgens den stand der

quants par le règlement de discipline ou par les arrêtés organiques des services.

ART. 38.

Dans les examens qui comportent, outre une ou des épreuves portant sur la connaissance d'une des deux langues nationales ou des deux langues nationales, des épreuves portant sur la connaissance d'autres branches, l'insuccès dans une des premières entraînera l'échec dans l'ensemble de l'examen quelle que soit la moyenne générale obtenue.

Les épreuves sur la connaissance des langues ne peuvent être dissociées de l'ensemble des autres épreuves.

ART. 39.

Le fait de n'avoir pas satisfait aux prescriptions des articles 8 ou 9 de la présente loi, prive les officiers en cause du bénéfice de l'application de l'article 8 de la loi du 16 juin 1836 sur l'avancement dans l'armée.

ART. 40.

Le fait de n'avoir pas satisfait aux prescriptions de l'article 11 de la présente loi prive les capitaines ou les officiers assimilés à ce grade du bénéfice de l'application de l'article 9 de la loi du 16 juin 1836 sur l'avancement dans l'armée.

ART. 41.

Les officiers qui, se trouvant dans les conditions prévues à l'article 12, n'auront pas satisfait dans les délais prescrits aux obligations imposées par cet article, seront considérés comme

overtreders bij het tuchtreglement of de inrichtingsbesluiten der diensten voorzien zijn.

ART. 38.

In de examens, die buiten de proef of de proeven over de kennis van eene landstaal of van allebei de landstalen, proeven begripen over de kennis van andere vakken, voert de mislukking in een dezer eerste proeven de mislukking na in heel het examen, welk het behaald algemeen middelcijfer ook weze.

De proeven over de taalkennis mogen niet van het gezamenlijke der andere proeven afgescheiden worden.

ART. 39.

Door het feit niet aan de voorschriften van artikel 8 of 9 van onderhavige wet te hebben voldaan, wordt het voordeel der toepassing van artikel 8 der wet van 16^{en} Juni 1836 op de bevordering in het leger, aan de betrokken officieren onttrokken.

ART. 40.

Het feit niet aan de voorschriften van artikel 11 van onderhavige wet te hebben voldaan, ontnemt de kapiteins of de met dezen graad gelijkgestelde officieren het voordeel der toepassing van artikel 9 der wet van 16^{en} Juni 1836 op de bevordering in het leger.

ART. 41.

De officieren, die in de bij artikel 12 voorziene gevallen verkeeren en niet binnen de voorgeschreven termijnen aan de bij dit artikel opgelegde verplichtingen hebben voldaan, worden beschouwd

hors d'état de continuer à servir dès qu'ils atteindront le nombre d'années de service prescrit par l'alinéa 2 de l'article premier de la loi du 23 novembre 1919, sur les pensions militaires.

ART. 42.

Faute de satisfaire aux prescriptions qui font l'objet de l'article 20 de la présente loi, les sous-officiers intéressés seront exclus du droit de contracter un engagement dans l'armée.

CHAPITRE II.

RÉGIME LINGUISTIQUE DE L'ARMÉE.

§ V.

Régime linguistique des corps, services, établissements et autres organismes de l'armée à l'exception des établissements d'instruction.

ART. 43.

Le régime linguistique de l'armée est réglé de manière à assurer l'emploi égal des deux langues dans le service militaire, sauf en ce qui concerne les commandements.

ART. 44.

Dans les unités, les soldats sont répartis pour l'instruction individuelle, en classes flamandes et en classes françaises dont les instructeurs doivent connaître respectivement la langue flamande et la langue française d'une manière approfondie.

Pour l'instruction collective les explications, remarques et observations des chefs sont données ou faites en français et en flamand.

als waren zij niet meer in staat nog te dienen, zoodra zij het aantal dienstjaren bereiken, voorgeschreven bij het 2° lid van artikel 1 der wet van 23^e November 1919 op de Militaire Pensioenen.

ART. 42.

De onderofficieren, die niet aan de voorschriften van artikel 20 van onderhavige wet hebben voldaan, verliezen het recht een dienstverbintenis bij het leger aan te gaan.

HOOFDSTUK II.

TAALSTELSEL IN HET LEGER.

§ V.

Taalstelsel in de korpsen, diensten, inrichtingen en andere organismen van het leger, behalve de onderwijsinrichtingen.

ART. 43.

Het taalstelsel in het leger wordt derwijze geregeld, dat het gebruik, op gelijken voet, van de twee talen verzekerd is, uitgenomen wat het commando betreft.

ART. 44.

In de eenheden worden de soldaten, voor de individueele opleiding, ingedeeld in Vlaamsche en Fransche klassen, waarvan de oefenmeesters onderscheidenlijk de Vlaamsche en de Fransche taal grondig moeten kennen.

Voor de gemeenschappelijke opleiding, worden de uitleggingen, op- en aanmerkingen der oversten in 't Fransch en in 't Vlaamsch gegeven of gemaakt.

ART. 45.

Les cours organisés dans les corps, services, établissements et organismes de l'armée, en vertu des prescriptions de l'article 20 de la présente loi comportent des classes françaises et des classes flamandes groupant les gradés dont la langue maternelle est respectivement le français ou le flamand.

Dans chaque catégorie de classes on enseigne le français et le flamand.

Les cours peuvent fonctionner en groupant plusieurs corps, services, établissements ou organismes.

Un cours spécial est organisé pour les candidats sous-lieutenants par les cadres en vue de la préparation à l'épreuve sur la connaissance de la langue flamande comprise dans l'épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A.

Les prescriptions du présent article sont applicables au personnel militaire subalterne de l'Administration centrale du Département de la Défense Nationale.

ART. 46.

Lorsque dans un corps, service, établissement ou organisme de l'armée, le nombre de gradés connaissant l'une des langues nationales devient insuffisant pour assurer l'instruction ou le service dans cette langue, le chef de corps, service, établissement ou organisme, envoie dans les écoles ou sections placées sous le régime de l'autre langue en vertu des prescriptions du § VI B ci-après, un nombre suffisant de gradés pour parfaire le déficit.

Des cours spéciaux sont alors organisés dans les écoles à l'intention de ces gradés.

ART. 45.

De leergangen ingericht bij de korpsen, diensten, inrichtingen en organismen van het leger, krachtens de voorschriften van artikel 20 van onderhavige wet, begriipen Fransche en Vlaamsche klassen voor de gegradeerden wier moedertaal onderscheidenlijk het Fransch of het Vlaamsch is.

In elke categorie klassen, worden de Fransche en Vlaamsche talen aangeleerd.

Die lessen mogen gegeven worden voor verschillende korpsen, diensten, inrichtingen of organismen te gader.

Er wordt een bijzondere leergang ingericht voor de candidaat-onderluitnants uit de kaders, om hen voor te bereiden tot de proef over de kennis der Vlaamsche taal, begrepen in de proef voor het onderluitnantschap van het examen A.

De voorschriften van onderhavig artikel zijn toepasselijk op het lager militair personeel van het Hoofdbestuur aan het Departement van Landsverdediging.

ART. 46.

Wanneer in een korps, dienst, inrichting of organisme van het leger het aantal gegradeerden, die eene van beide landstalen kennen, ontoereikend wordt om de opleiding of den dienst in deze taal te verzekeren, dan zendt de korps-, dienst-, inrichtings-, of organisme-overste, om het tekort aan te vullen genoeg gegradeerden naar de scholen of secties, die krachtens de voorschriften van verderstaande § VI B, onder het stelsel der andere taal staan.

Voor die gegradeerden, worden er dan in de scholen bijzondere leergangen ingericht.

Ceux d'entre eux qui ont suivi ces cours avec succès jouissent d'un droit de priorité pour la nomination au grade supérieur.

Lorsqu'il n'existe pas d'écoles pour la formation ou le perfectionnement des gradés, le chef du corps, établissement, service ou organisme intéressé organise ou provoque l'organisation dans sa garnison des cours spéciaux précités.

§ VI.

Établissements d'instruction.

A. — *Prescriptions applicables à toutes les écoles.*

ART. 47.

Dans toutes les écoles, il est organisé des cours obligatoires de français et des cours obligatoires de flamand qui sont suivis par tous les élèves.

ART. 48.

Dans toutes les écoles qui ont à leur programme l'enseignement des règlements et des théories militaires, cet enseignement est donné en français et en flamand à tous les élèves.

ART. 49.

Dans toutes les écoles le temps attribué à l'étude du français et du flamand sera réparti de façon que les élèves consacrent à l'étude du flamand un même nombre d'heures qu'à l'étude du français.

ART. 50.

Le personnel permanent des écoles

Deze onder hen, welke die leergangen met vrucht hebben gevolgd, hebben een voorkeurrecht voor de benoeming tot den hooger grad.

Wanneer er geen scholen voor de opleiding of de verbetering der gegradeden zijn, brengt de betrokken korps-, inrichtings-, dienst- of organisme-overste de bovenvermelde bijzondere leergangen in zijn garnizoen tot stand, of lokt hij er de inrichting van uit.

§ VI.

Onderwijsinrichtingen.

A. — *Voorschriften toepasselijk op al de Scholen.*

ART. 47.

In al de scholen, worden er verplichtende leergangen in de Fransche taal en verplichtende leergangen in de Vlaamsche taal ingericht, die door al de leerlingen dienen gevolgd.

ART. 48.

In al de scholen, die het onderwijs van de militaire reglementen en theorieën op hun programma hebben, wordt dit onderwijs, aan al de leerlingen, in 't Fransch en in 't Vlaamsch gegeven.

ART. 49.

In al de scholen moet de studietijd van het Fransch en het Vlaamsch zóó verdeeld worden, dat de leerlingen evenveel uren aan de studie van het Fransch, als van het Vlaamsch besteden.

ART. 50.

Het vast personeel der scholen staat,

est placé au point de vue du régime linguistique, sur le même pied que le personnel des corps de troupe.

ART. 51.

Dans toutes les écoles le français et le flamand interviendront avec le même coefficient d'importance dans les classements généraux.

ART. 52.

Les prescriptions des articles 48-49 et 51 sont applicables aux cours institués en vertu des prescriptions du 3^e alinéa de l'article 45 dans les corps, services, établissements et autres organismes de l'armée pour la préparation des candidats sous-lieutenants à l'épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A.

ART. 53.

Un arrêté royal fixera pour les diverses écoles et les divers cours les programmes des matières à enseigner en matière linguistique ainsi que le nombre d'heures à consacrer par an à l'étude des langues nationales.

B. — *Prescriptions particulières relatives aux écoles pour la formation et le perfectionnement des grades subalternes.*

ART. 54.

Les écoles de sous-officiers comportent en nombre égal des écoles à régime flamand et des écoles à régime français.

Toutefois lorsque le nombre total des élèves qui doivent suivre les mêmes cours est normalement inférieur à deux

ART. 51.

Voor de algemeene rangschikking, moet, in al de scholen, aan het Fransch en aan het Vlaamsch hetzelfde waardecijfer toegekend worden.

ART. 52.

De voorschriften van artikelen 48, 49 en 51 zijn toepasselijk op de leergangen, ingericht krachtens de voorschriften van het derde lid van artikel 45, bij de korpsen, diensten, inrichtingen en andere organismen van het leger, ter voorbereiding van de candidaats-onderluitnants tot de onderluitnantschapsproef van het examen A.

ART. 53.

Een koninklijk besluit zal, voor de verschillende scholen en de verschillende leergangen, de programma's opmaken der op taalkundig gebied aan te leeren vakken, evenals het aantal uren bepalen, dat ieder jaar aan de studie der landstalen dient besteed te worden.

B. — *Bijzondere Voorschriften betreffende de Scholen ter Opleiding en Verbetering der lagere Gegradeerden.*

ART. 54.

Onder de scholen voor onderofficieren zijn er evenveel met Vlaamsch als met Fransch stelsel.

Wanneer er evenwel, normalerwijze, geen twee honderd leerlingen in 't geheel zijn, die dezelfde leergangen moeten

cents, il pourra n'y avoir qu'une seule école laquelle sera alors subdivisée en deux sections, l'une à régime flamand, l'autre à régime français.

Dans les écoles ou sections à régime flamand ou français l'enseignement se donne exclusivement en flamand ou en français sauf pour ce qui concerne l'application des articles 47 et 48 de la présente loi.

ART. 55.

Lorsqu'il y a lieu à application du second alinéa de l'article 54, le Commandant ou le Directeur de chacune des écoles qui comprennent deux sections de langues différentes, devra connaître d'une façon approfondie les deux langues nationales.

Toutefois, si aucun officier répondant à cette condition n'a la compétence, le grade ou l'ancienneté voulus, il pourra être dérogé à la prescription formulée ci-dessus. Dans ce cas il sera adjoint au commandant ou au directeur de l'école en cause, un commandant en second ou un directeur adjoint connaissant la langue flamande de façon approfondie.

ART. 56.

Les prescriptions des articles 54 et 55 de la présente loi sont d'application dans les écoles techniques et les écoles de perfectionnement pour les gradés inférieurs.

Toutefois ces écoles pourront être organisées conformément au second alinéa de l'article 54 quelque soit le nombre d'élèves.

ART. 57.

Le personnel permanent des écoles

volgen, dan mag er maar ééne school bestaan, die dan in twee secties zal verdeeld worden, de eene met Vlaamsch, de andere met Fransch stelsel.

In de scholen of secties met Vlaamsch of Fransch stelsel, wordt het onderwijs uitsluitend in 't Vlaamsch of in 't Fransch gegeven, behalve wat de toepassing van artikelen 47 en 48 van onderhavige wet betreft.

ART. 55.

Wanneer er aanleiding bestaat tot toepassing van het 2° lid van artikel 54, dan moet de Commandant of de Bestuurder van ieder der scholen met twee secties met verschillende taal, de twee landstalen grondig kennen.

Wanneer, echter, geen enkel in dit geval verkeerend officier de vereischte bevoegdheid, den graad of dienstouderdom heeft, dan mag er van bovenstaand voorschrift afgeweken worden. In dit geval, wordt er den commandant of den bestuurder der school een tweede-commandant of een hulpbestuurder toegevoegd, die het Vlaamsch grondig machtig is,

ART. 56.

De voorschriften van artikelen 54 en 55 van onderhavige wet zijn toepasselijk in de technische scholen en de oefenscholen voor lagere gegradeerden.

Die scholen mogen echter ingericht worden, overeenkomstig het tweede lid van artikel 54, om 't even hoeveel leerlingen er zijn.

ART. 57.

Het vast personeel der scholen of

ou sections à régime flamand ou français doit connaître la langue flamande ou la langue française de manière approfondie.

secties met Vlaamsch of Fransch stelsel, moet de Vlaamsche of de Fransche taal grondig machtig zijn.

C. — *Écoles des pupilles.*

ART. 58.

Il y a pour chaque degré de l'enseignement dans les écoles des pupilles un même nombre d'écoles des pupilles à régime français et d'écoles des pupilles à régime flamand ayant respectivement le français et le flamand comme langue véhiculaire.

Dans les écoles des pupilles à régime flamand, l'enseignement se donne entièrement en langue flamande.

Dans toutes les écoles des pupilles, les deux langues nationales sont enseignées d'une manière approfondie.

Le nombre d'élèves nouveaux à admettre annuellement dans les écoles des pupilles du degré primaire et du degré moyen est le même dans les écoles à régime français que dans les écoles à régime flamand.

Les prescriptions de l'article 57 ci-dessus sont applicables aux écoles des pupilles.

ART. 59.

Au moment où se terminent les cours de dernière année de chacun des degrés, les élèves des écoles des pupilles subissent devant les jurys provinciaux une épreuve sur la connaissance approfondie des deux langues nationales.

L'échec dans cette épreuve entraîne le renvoi du récipiendaire.

ART. 60.

Les prescriptions des articles 58 et 59 de la présente loi sont d'application

C. — *Pupillenscholen.*

ART. 58.

Voor iederen onderwijsgraad in de Pupillenscholen, zijn er evenveel Pupillenscholen met Fransch stelsel als Pupillenscholen met Vlaamsch stelsel, met onderscheidenlijk het Fransch en het Vlaamsch als voertaal.

In de Vlaamsche Pupillenscholen, wordt gansch het onderwijs in het Vlaamsch gegeven.

In al de Pupillenscholen worden beide landstalen grondig aangeleerd.

Ieder jaar, worden er evenveel nieuwe leerlingen aangenomen in de Fransche Pupillenscholen van den lageren en den middelbaren graad, als in de Vlaamsche.

De voorschriften van hoogerstaand artikel 57 zijn op de Pupillenscholen toepasselijk.

ART. 59.

Wanneer de leergangen van het laatste studiejaar, in iederen graad, ten einde loopen, leggen de leerlingen der Pupillenscholen, vóór de provinciale beoordeelingsraden, een proef af over de grondige kennis van beide landstalen.

Zij, die in deze proef niet slagen, worden doorgezonden.

ART. 60.

De voorschriften van artikelen 58 en 59 van onderhavige wet worden toe-

dans tous les établissements d'instruction relevant de l'armée, existant ou à créer, qui, comme les écoles des pupilles, ont un but de formation générale primaire ou moyenne.

§ VII.

Du contrôle.

ART. 61.

Le Ministre de la Défense Nationale organise le contrôle de l'exécution des dispositions de la présente loi.

Le contrôle de l'enseignement des deux langues nationales dans tous les établissements d'instruction relevant de l'armée sera exercé au nom du Ministre de la Défense Nationale par un officier général.

Dans les corps, services, unités, organismes ou établissements de l'armée, à l'exclusion des établissements d'instruction, le contrôle de l'exécution des prescriptions de la présente loi sera exercé par les diverses autorités hiérarchiques sous leurs responsabilités envers le Ministre de la Défense Nationale.

§ VIII.

Des traductions.

ART. 62.

Il existe auprès de chacun des états-majors des grandes unités de l'armée, un service de traduction.

Le personnel de chacun des services de traduction dont il est question ci-dessus est en principe composé de militaires.

Il est dirigé par un officier.

gepast in al de bestaande of tot stand te brengen, van het leger afhangende, onderwijsinrichtingen, die zooals de Pupillenscholen, de algemeene lagere of middelbare vorming beoogen.

§ VII.

Over het Toezicht.

ART. 61.

De Minister van Landsverdediging richt het toezicht in over de uitvoering der bepalingen van onderhavige wet.

Het toezicht over het onderwijs van de twee landstalen in al de van het leger afhangende onderwijsinrichtingen wordt, in naam van den Minister van Landsverdediging, door eenen opper-officier uitgeoefend.

Het toezicht over de uitvoering der voorschriften van onderhavige wet in de korpsen, diensten, eenheden, inrichtingen of organismen van het leger, behalve in de onderwijsinrichtingen, wordt, op eigen verantwoordelijkheid jegens den Minister van Landsverdediging, door de verschillende hiërarchische overheden uitgeoefend.

§ VIII.

Over de Vertalingen.

ART. 62.

Bij ieder van de staven der groote eenheden van het leger bestaat er een vertaaldienst.

In beginsel, bestaat het personeel van iederen vertaaldienst, waarvan hier sprake, uit militairen.

Hij wordt door eenen officier bestuurd.

ART. 63.

Des traducteurs peuvent être attachés suivant les besoins, à des corps, établissements, organismes ou services relevant de l'armée.

§ IX.

Emploi des langues dans les rapports avec la troupe, le public, les autorités administratives.

ART. 64.

Les avis et communications que les autorités militaires adressent au public sont rédigés en français et en flamand les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre.

ART. 65.

Tous les documents destinés à être distribués ou affichés sont publiés dans les deux langues nationales, les textes étant placés en regard l'un de l'autre.

Les communications verbales de toute nature faites à la troupe sont formulées successivement et sans interruption dans les deux langues nationales, notamment lors des remises de drapeaux et de décorations.

ART. 66.

Les correspondances des autorités militaires avec les autorités administratives se font conformément aux dispositions de la loi du 31 juillet 1921 concernant l'emploi des langues en matières administrative.

ART. 63.

Naarmate de behoeften, kunnen er bij de korpsen, inrichtingen, organismen of diensten van het leger, vertalers aangesteld worden.

§ IX.

Gebruik der Talen in de betrekkingen met den Troep, het Publiek, de bestuurlijke Overheden.

ART. 64.

De berichten en mededeelingen van de militaire overheden tot het publiek zijn in 't Fransch en in 't Vlaamsch opgesteld, beide teksten nevens elkaar.

ART. 65.

Al de stukken, bestemd om uitgeleend of aangeplakt te worden, moeten in beide talen worden bekendgemaakt, de twee teksten nevens elkaar.

De mondelinge mededeelingen van allen aard aan den troep, namelijk bij eene vaandelinwijding of uitreiking van eere-teekens, worden, achtereen en zonder onderbreking in beide landstalen gedaan.

ART. 66.

De briefwisseling tusschen de militaire en de burgerlijke overheden geschiedt overeenkomstig de bepalingen der wet van 31^e Juli 1921, betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 67.

Les dispositions de la présente loi concernant les diverses catégories de militaires sont applicables suivant le cas :

- a) Au corps de la gendarmerie ;
 b) Sauf toutefois celles des articles 2 et 3 pour les candidats officiers de réserve, à tous les officiers et candidats officiers des armes et des services de l'armée qu'il s'agisse :

1° D'officiers des cadres actifs, d'officiers des cadres de réserve ou d'officiers commissionnés ;

2° de grades à conférer à titre effectif ou par assimilation ;

- c) A tous les candidats-gradés et gradés quels que soient les corps, services, établissements ou organismes auxquels ils appartiennent qu'il s'agisse :

1° De grades à conférer à titre définitif, à titre temporaire ou par assimilation ;

2° De l'attribution d'un rang ou de l'assimilation à un rang ;

3° De volontaires, de rengagés ou de miliciens.

En ce qui concerne l'application de l'article 17, il n'est pas fait de distinction entre les militaires présents sous les armes et ceux en congé illimité.

- d) Aux fonctionnaires et employés, militaires ou civils, appartenant aux corps, services, établissements et autres organismes de l'armée, titulaires d'emplois ou de fonctions donnant rang

HOOFDSTUK III.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

ART. 67.

De beschikkingen van onderhavige wet betreffende de verschillende categorieën militairen, zijn, volgens het geval, toepasselijk :

- a) Op het Gendarmerie-korps ;
 b) Behalve, echter, deze van artikelen 2 en 3 voor de candidaat-reserve-officieren, op al de officieren en candidaat-officieren der wapens of diensten van het leger, om 't even waar het geldt :

1° Officieren uit de werkdadige kaders, officieren uit de reserve-kaders, of aangestelde officieren ;

2° Vaste of bij gelijkstelling te verleen graden ;

- c) Op al de candidaat-gegradeerden en gegradeerden tot welk korps, dienst, inrichting of organisatie zij ook behooren, om 't even waar het geldt :

1° Vaste, tijdelijke, of bij gelijkstelling te verleen graden ;

2° Toekenning van eenen rang of gelijkstelling met eenen rang ;

3° Vrijwilligers, opnieuwdienenden of miliciens.

Wat de toepassing van artikel 17 betreft, wordt er geen onderscheid gemaakt tusschen de onder de wapens zijnde militairen en deze met onbepaald verlof.

- d) Op de ambtenaren en beambten, militairen of burgers, bij korpsen, diensten, inrichtingen en andere organismen van het leger, houders van betrekkingen of ambten, die den rang van officier ver-

d'officiers ou assimilant à ce rang, ainsi qu'aux candidats aux emplois ou fonctions en tenant compte de la correspondance existante entre les titres civils et les grades militaires;

e) Au personnel civil subalterne permanent faisant partie des corps, établissements, services et autres organismes de l'armée en tenant compte de la correspondance existante entre les titres civils et les grades militaires.

ART. 68.

Les dispositions de l'article 67 relatives aux fonctionnaires et employés civils sont exécutoires sans préjudice des prescriptions de la loi du 31 juillet 1921 sur l'usage des langues en matière administrative.

ART. 69.

Les dispositions du § VI du chapitre II de la présente loi sont applicables à toutes les écoles ou autres établissements d'instruction qui sont ou qui seront organisés dans l'armée suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Les prescriptions des articles 13 et 14 de la présente loi sont applicables, par analogie, à tous les cours et établissements d'instruction supérieure relevant de l'armée, existant ou à créer, à l'exclusion de l'école militaire et de l'école d'application.

ART. 70.

Un règlement général sur l'usage des langues dans l'armée contenant le texte de la présente loi, ainsi que le texte des arrêtés et autres dispositions qui seront

leenen of hen met dienrang gelijkstellen, evenals op de kandidaten voordie betrekkingen of ambten, met inachtneming van de tusschen de burgerlijke titels en de militaire graden bestaande verhouding.

e) Op het vast lager burgerlijk personeel dat deel uitmaakt van de korpsen, inrichtingen, diensten en andere organismen van het leger, met inachtneming van de tusschen de burgerlijke titels en de militaire graden bestaande verhouding.

ART. 68.

De bepalingen van artikel 67 betreffende de burgerlijke ambtenaren en beambten zijn uitvoerbaar, onverminderd de voorschriften der wet van 31^e Juli 1921 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

ART. 69.

De beschikkingen van § VI van het 2^e hoofdstuk van onderhavige wet zijn toepasselijk op al de scholen of andere onderwijsinrichtingen, die in het leger ingericht of zullen ingericht worden, volgens de categorie waartoe zij behooren.

De voorschriften van artikelen 13 en 14 van onderhavige wet zijn, bij uitbreiding, toepasselijk op al de bestaande of tot stand te brengen leergangen of inrichtingen voor hooger onderwijs van het leger, behalve op de Militaire School en op de Oefenschool.

ART. 70.

Vóór den 31^e December 1923, zal er een algemeen reglement op het gebruik der talen in het leger met den tekst van onderhavige wet, evenals dien van

pris en vue d'en assurer l'exécution, sera publié avant le 31 décembre 1923.

ART. 71.

La loi du 2 juillet 1913 cessera d'être appliquée le 31 décembre 1923.

La présente loi rentrera en vigueur le 1^{er} janvier 1924 au plus tard, sauf pour les articles où une autre date est expressément spécifiée.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 1923.

de besluiten en andere beschikkingen die zullen getroffen worden, om de uitvoering ervan te verzekeren, uitgegeven worden.

ART. 71.

De wet van 2 Juli 1913 zal van den 31^{en} December 1923 af niet meer toepasselijk zijn.

Onderhavige wet treedt uiterlijk den 1^{en} Januari 1924 in werking, behalve de artikelen waarin uitdrukkelijk een andere datum is bepaald.

Gegeven te Brussel, den 26^{en} Januari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

(N° 125)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JANUARI 1923.

Wetsontwerp ter regeling van het taalstelsel in het nationaal leger.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

1. — De toepassing van de wet van 1913, op het taalstelsel in het leger, heeft de beste uitslagen opgeleverd. Bijna over 't algemeen, kennen de officieren en de gegradeerden beide landstalen goed genoeg om de miliciens, zonder onderscheid van gewest, te verstaan, en zich tegenover hen van hunne beroepslichten te kwijten. In dit opzicht, dient er hulde gebracht aan de moedige en rechtzinnige pogingen die de oversten van allen graad, zoowel vóór als tijdens den veldtocht, hebben aangewend, bewust als zij zich waren van het hoogste belang van de kennis der moedertaal van al de soldaten, bij 't aanvoeren van den troep.

Thans dient de wetgever de bekomen uitslagen te bekrachtigen en algemeen te maken, door het uitbreiden van de beginselen en de methoden waarop de in zwang zijnde wetgeving berust. Ook rust op hem de taak, wetsskracht te verleen aan de bestuursregels, getroffen met het doel en het gevolg : de beste praktische toepassing en dus de doelmatigheid en de bestendigheid van het stelsel te verzekeren.

Op 't oogenblik dat er een nieuw legerstatuut wordt uitgewerkt, schijnt het gepaste uur aangebroken om deze gewichtige verbetering in te voeren.

2. — Evenals de wet van 2 Juli 1913, heeft onderhavig wetsontwerp ten doel de gelijke rechten van alle Belgen op taalgebied ten volle te doen eerbiedigen, om aan het leger het nationaal karakter te behouden, dat besloten ligt in het samenleven, in den schoot der kleine eenheden, van miliciens uit Vlaamsche en Waalsche gewesten, zonder onderscheid. Dat doel zal bereikt worden :

1° Wanneer al de miliciens zeker zullen zijn, in al de eenheden en in al de inrichtingen van het leger, oversten te vinden, die allen in staat zijn hen te verstaan, op te leiden, aan te voeren en overal en in alle omstandigheden te rade te staan in hunne moedertaal.

2° Wanneer het gebruik van beide landstalen, behoudens wat het commando

betreft, zal geregeld zijn naar het beginsel van gelijkheid, zoowel in zake de aan den troep gegeven opleiding, als wat alle dienststukken betreft, die moeten uitgedeeld of afgekondigd worden.

3. — Het ontwerp heeft vooreerst ten doel de getroffen maatregelen om de officieren en gegradeerden eene voldoende kennis van beide landstalen te verstrekken, te verzwaren en algemeen toe te passen.

Dit doel wordt bereikt :

a) Mits van al de officieren de kennis van beide landstalen te vergen, in zulke mate dat het voldoende bewezen zij, dat de kandidaten zich in hunne militaire betrekkingen behoorlijk van de beschouwde taal kunnen bedienen. In dit opzicht, wordt er geen onderscheid gemaakt tusschen de onderluitnants, die uit de Militaire School of uit de Krijgsschool komen. Zij moeten dit bewijs leveren bij een door den candidaat af te leggen klein examen, wanneer hij zijne studiën aanvangt, en bij eene practische proef (opstel, gesprek, mondelinge opleidingsoefening), die hij moet ondergaan, op 't oogenblik dat hij zijne studiën voleindt. Tusschen het aanvangsexamen en het eindexamen, zijn er leergangen ter uitbreiding van de eerste kennis, om ze op te voeren tot het peil der voor het eindexamen vereischte kennis. Voor al de examens is er voor beide talen een gelijk uitsluitingscijfer : 10 punten op 20. Voor de elementaire proeven, mag de beoordeelingsraad ten hoogste 14 punten op 20 toekennen, om de jongelingen te bevoordeelen, die slagen in eene vrijwillig afgelegde proef over de grondige kennis van beide landstalen;

b) Mits de aan de kandidaten onderwezen kennis meer uit te breiden en er eenheid in te brengen;

c) Mits er voor te zorgen dat de officieren hunne taalkennis onderhouden en ontwikkelen, door het invoeren van nieuwe, tot den graad van kapitein en tot dien van hooger officier voorbereidende proeven. Aan deze proeven zal meer en meer belang gehecht worden, naarmate de van kracht geworden wet practische gevolgen zal opleveren;

d) Mits de doelmatigheid der beschikkingen, waarvan sprake, te verzekeren door de werking van bijzondere beoordeelingsraden, onafhankelijk van de korpsen en inrichtingen van het leger, van bestendigen aard, met nationaal of provinciaal rechtsgebied, en waarbij het burgerlijk element vertegenwoordigd is door een, op voorstel van den Minister van Kunsten en Wetenschappen, tot het leeraarskorps behoorend aangesteld lid.

Met inachtneming der bijzondere gevallen waarin zij verkeerren, worden dezelfde beginselen en dezelfde werkwijze tijdens hunne loopbaan toegepast op de candidaat-gegradeerden en op de lagere gegradeerden.

4. — Het ontwerp heeft tot tweede doel het taalgebruik te regelen in de troepenkorpsen, inrichtingen, diensten en andere organismen van het leger, en, anderzijds, in de scholen :

a) Wat de eersten betreft, bepaalt het ontwerp uitdrukkelijk het tijdens de

individuele opleiding der manschappen en tijdens de gemeenschappelijke opleiding toe te passen stelsel, terwijl de eerste opleiding en de theoretische opleiding steeds, in den schoot der kleine eenheden, verstrekt worden in de moedertaal, per afzonderlijke klassen.

Zóó wordt het thans bij bestuurlijk voorschrift toegepast stelsel, bestendig.

b) Wat de scholen betreft, schrijft het stelsel voor dat de scholen voor lagere gegradeerden, in beginsel, onder Fransch stelsel of onder Vlaamsch stelsel zullen staan, doch dat er altijd evenveel zorg moet besteed worden aan 't onderwijs van beide landstalen. De doelmatigheid der bestede zorg wordt vastgesteld bij de uitgangsexamens. Het stelsel der Pupillenscholen blijft behouden, zooals het door de wet van 1913 werd ingevoerd.

5. — Deze hoofdbepalingen worden aangevuld met beschikkingen betreffende de uitvoering der wet, de straffen, het toezicht, het gebruik der talen in de betrekkingen met de burgerlijke besturen.

6. — Onderhavig wetsontwerp is niet toepasselijk op de reserve-officieren, wier toestand, op taalgebied, zooals in andere opzichten, zal geregeld worden door de hen betreffende bijzondere wetgeving, die thans aan het onderzoek van het Parlement is voorgelegd.

Van nu af aan, stelt de Minister van Landsverdediging er prijs op te zeggen dat er van de candidaat- reserve- officieren geene voorafgaande voorwaarden van taalkennis zullen worden vereischt, tenzij deze, die van rechtswege volgen uit het diploma, waarvan zij houder zijn, en dat hen rangschikt bij de miliciens die geschikt bevonden worden om officier te worden. Gedurende hun verblijf in de hun bestemde scholen, zullen deze kandidaten lessen volgen van hoogstens twee uren per week, met het doel hun eene practische kennis te verstrekken van beide landstalen, om hen in staat te stellen zich met al hunne onderhoorigen in hunne moedertaal te onderhouden. De doelmatigheid van het ontvangen onderwijs zal bij het uitgangsexamen blijken.

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.
